

TERMES DE REFERENCE :

ETUDE DE BASE SUR LA SITUATION DES PERSONNES DEPLACEES, LA COHESION SOCIALE ENTRE ELLES ET LES POPULATIONS HOTES AINSI QUE LES CRENEAUX PORTEURS D'EMPLOIS DANS LES ZONES D'INTERVENTION DU PROJET (REGION DU CENTRE-NORD (Kaya et Barsalogho) ET DU SAHEL (Dori et Gorom-Gorom)

Date de clôture:	08 mars 2020
Intitulé du Poste	Consultant national
Zone couverte	Régions du Centre-Nord (Kaya et Barsalogho) et du Sahel (Dori, Gorom-Gorom)
Date estimée de début	15 mars 2020
Durée du contrat	30 jours ouvrables (à étaler sur 2 mois au maximum)

I. CONTEXTE & JUSTIFICATION

Depuis le début des attaques des groupes armés non étatiques au Burkina Faso en 2015, on dénombre à ce jour plus de 600 attaques ou incidents sécuritaires ayant entraînés plus de 700 morts et plus de 613 792 personnes déplacées internes (PDI) selon les chiffres actualisés en fin Janvier 2020 (SP-CONASUR). A ces chiffres s'ajoutent les 25 754 réfugiés maliens présents au Burkina Faso dont 98% au Sahel depuis 2012. La situation est de plus en plus préoccupante et volatile. En effet, l'année 2019 a été particulièrement éprouvante malgré les efforts du gouvernement à travers les opérations militaires et autres actions allant dans le sens de l'amélioration de la résilience des différents intervenants.

La particularité de l'année 2019 se situe dans le fait que les attaques ont atteint un niveau sans précédent et ont pris une autre tournure. En effet, après les séries d'enlèvements, d'assassinats ciblés, d'attaques contre les symboles de l'Etat et des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) qui ont caractérisé les années 2016 à 2018, certains groupes armés s'en prennent ouvertement maintenant aux populations civiles en tentant par des manœuvres d'opposer les communautés entre elles. Les tendances en 2020 montrent une exacerbation de la violence envers les populations civiles. Cette situation engendre plusieurs conséquences. L'une des plus dramatiques est la situation des personnes déplacées internes qui ont tout perdu (habitats, réserves de nourriture, bétails, sources de revenue,

etc.) et qui se retrouvent sur des sites où des difficultés de cohabitation avec les communautés hôtes (90% des PDI sont accueillis par les communautés hôtes) se posent pour plusieurs raisons, dont entre autres, l'exploitation des ressources naturelles, l'accès aux services sociaux de base et aux moyens de subsistance. A noter que les couches les plus vulnérables dans cette situation sont les femmes et les jeunes filles et garçons (y compris les enfants) qui constituent plus de 80% de ces PDI.

Une autre conséquence de la multiplication des attaques est la stigmatisation de plus en plus visible et grandissante de certains groupes ethniques confondus à tort ou à raison aux djihadistes. Cette stigmatisation a pour corollaire l'augmentation des fissures de la cohésion sociale en contribuant à alimenter le cercle vicieux des conflits communautaires.

Afin d'assurer une mise en œuvre efficace et durable du *Projet « Appui à la mobilisation des jeunes, acteurs de la cohésion sociale et de la paix dans les régions du Centre Nord et du Sahel du Burkina Faso »*, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) souhaitent conduire une étude de base dans les zones d'intervention notamment dans la région du Centre-Nord (Kaya et Barsalogho) et du Sahel (Dori, Gorom-Gorom) du projet notamment dans la région du Centre-Nord (Kaya et Barsalogho) et du Sahel (Dori, Gorom-Gorom) afin d'établir une situation de référence sur la situation des personnes déplacées, leurs relations et interactions avec les populations hôtes ainsi que les créneaux porteurs de l'économie locale. Cette étude identifiera les changements majeurs dans les domaines socioéconomiques ayant un impact sur les opportunités de création d'emplois et d'entreprises dans les zones d'intervention.

II. OBJECTIFS DE L'ETUDE

a. Objectif principal

L'objectif principal de l'étude est d'établir la situation de référence sur : les personnes déplacées internes et les réfugiés (sites et hors sites), la cohésion sociale entre les différents groupes et les créneaux porteurs d'emploi dans les régions du Centre-Nord (Kaya et Barsalogho) et du Sahel (Dori, Gorom-Gorom).

b. Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques de cette étude sont :

- Faire la cartographie des PDI et des réfugiés dans la région du Centre-Nord et du Sahel (répartition dans les sites et hors sites, sexe et répartition par tranches d'âge);
- Identifier les problèmes/difficultés qui entravent le vivre ensemble et à même de remettre en cause la cohésion sociale entre les communautés hôtes et déplacées dans la région du Centre-Nord et du Sahel ;
- Déterminer les mécanismes de solidarité existant entre les différentes communautés ;
- Faire l'état des lieux des groupes et dynamiques (associations) mixtes existants dans les localités cibles par le projet, afin de fournir des recommandations sur la nécessité de renforcer celles-ci ou d'en créer là où il y a un manque.

- Décrire l'environnement socioéconomique des régions du Centre-Nord et du Sahel
- Identifier des créneaux porteurs d'emploi ou d'auto-emploi dans la région du Centre-Nord et du Sahel ;
- Faire une description du paysage des mécanismes de financement des entreprises dans la région Centre-Est selon la nature de la source de financement et le public cible ;
- Formuler des recommandations sur les actions conjointes génératrices de revenus à entreprendre entre PDI, réfugiés et communautés hôtes à même de contribuer au raffermissement du vivre ensemble.

III. RESULTATS ATTENDUS

Les résultats de l'étude permettront aux partenaires du projet d'avoir une situation de référence faisant ressortir la situation actualisée des personnes déplacées, des problèmes/difficultés liés à la cohésion sociale et de connaître les meilleurs secteurs porteurs d'opportunités d'emplois afin d'orienter les jeunes et de leur fournir une formation adaptée.

Les principaux résultats attendus de l'étude sont :

- La situation de références des personnes déplacées internes et des réfugiés (cartographie : répartition dans les sites et hors sites, sexe et répartition par tranches d'âge) dans la région du Centre-Nord et du Sahel est établie ;
- Les problèmes/difficultés qui entravent le vivre ensemble et à même de remettre en cause la cohésion sociale entre les communautés hôtes et déplacées dans la région du Centre-Nord et du Sahel sont identifiés ;
- Les mécanismes de solidarité existant entre les différentes communautés ;
- Les créneaux porteurs d'emploi ou d'auto-emploi dans la région du Centre-Nord et du Sahel sont identifiés, analysés et hiérarchisés ;
- Des recommandations des actions conjointes génératrices de revenus entre personnes et communautés hôtes à même de contribuer au raffermissement du vivre ensemble sont formulées.
- Une description du paysage des mécanismes de financement des entreprises dans la région Centre-Est selon la nature de la source de financement et le public cible est faite.

IV. DESCRIPTION DES TACHES

Sous la supervision directe du responsable du projet et en collaboration étroite avec les Ministères sectoriels concernés, le/la consultant(e) recruté(e) pour 30 jours ouvrables (à étaler sur 2 mois au maximum), aura à charge de :

- Coordonner l'étude en tenant compte de tous ses objectifs ;
- Proposer une méthodologie de travail et un plan d'élaboration du rapport conformément aux objectifs de l'étude ;
- Elaborer les outils de collecte de données (secondaires et primaires) pour la conduite de la mission ;
- Déterminer les groupes cibles et les échantillons des différentes populations à enquêter ;
- Collecter les données de terrain (secondaires et primaires) ;
- Utiliser les statistiques récentes dans le cadre de l'étude ;
- Traiter et analyser les données collectées ;
- Rédiger un rapport provisoire en tenant compte des objectifs de l'étude ;
- Faire un débriefing toutes les semaines, et à la fin de la mission pour exposer les résultats obtenus, les difficultés rencontrées et les solutions envisagées ;
- Faire des recommandations pertinentes pour le maintien et le renforcement d'un climat social apaisé à travers des actions conjointes ;
- Restituer les résultats du rapport provisoire lors d'un atelier de validation ;
- Intégrer les amendements des parties prenantes ;
- Produire la version définitive du rapport ;
- Déposer un support numérique contenant le rapport final et une copie sur papier.

V. PROFIL ATTENDU DU/ DE LA CONSULTANT(E) :

Le/la consultant(e) recruté(e) doit avoir le profil suivant :

- ✓ Avoir un Bac + 5 en sciences sociales ou tout autre diplôme reconnu équivalent ;
- ✓ Minimum de 5 ans d'expérience en études et enquêtes dans les domaines de l'analyse sociale, économique et d'étude de faisabilité dans un contexte d'urgence humanitaire ;
- ✓ Parfaite compréhension des enjeux de la cohésion sociale dans les régions du Centre-Nord et Sahel
- ✓ Avoir une expérience confirmée sur les politiques macro-économiques et les politiques d'emploi et de formation professionnelle ;
- ✓ Aptitude démontrée à fournir des missions de qualité dans des délais serrés ;
- ✓ Avoir des preuves d'expérience précédente ou de participation en tant que membre d'équipe dans au moins trois (03) missions similaires d'études ;
- ✓ Etre disponible durant toute la période de l'étude ;
- ✓ Etre motivé(e).

VI. Supervision/ Suivi et évaluation

Le/La prestataire national(e) travaillera en étroite collaboration avec l'équipe de gestion du projet et un Comité technique sera constitué pour appuyer le processus.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer un dossier de soumission comportant les documents suivants :

1. Une offre technique comprenant :

- Une note de compréhension des TDR (02 pages maximum);



- Une note méthodologique décrivant l'approche et les outils préconisés pour la réalisation de l'étude ;
- Un chronogramme et un calendrier d'exécution ;
- CV actualisé du consultant principal et de ses associés s'il y a lieu ;
- Des exemples d'outils de collecte prévus pour la réalisation de l'étude
- Des exemples de travaux antérieurs avec les références des commanditaires afférentes.

2. Une offre financière comprenant:

- Une proposition financière détaillée en HT et TTC.
- Une lettre de soumission adressée au Chef de Mission de l'OIM.

Le dossier devra être envoyé par mail à burkinavacancies@iom.int en mentionnant la référence du poste en objet : **OIMBF10/CONSULTANT/02/2020** ou déposé par plis fermé dans les locaux de l'OIM sis à Ouaga 2000 au plus tard le 08 mars 2020 à 23 heures 59 munites.